



national
farmers
union | union
nationale
des fermiers

Des prix alimentaires équitables ? La baisse de la part des agriculteurs et l'inflation alimentaire

Un rapport de l'Union nationale des fermiers
(Canada)

Rédigé par James Hannay

Avril 2026

Extrait en français

Résumé

En 2026, les consommateurs dépensent près de 30 % de plus pour leurs épiceries qu'en 2020, tandis que rien que l'année dernière, les géants de la grande distribution ont engrangé plus de 6 milliards de dollars de bénéfices, soit une augmentation stupéfiante de 200 % par rapport à leur bénéfice net moyen de 2 milliards de dollars par an entre 2015 et 2019.

Ce rapport identifie les causes de l'inflation des prix alimentaires en examinant la part des fermiers dans les prix de détail des denrées alimentaires par rapport à l'inflation pour les consommateurs. Les données montrent que les agriculteurs ont subi une stagnation des prix de leurs produits alors que les prix à la consommation ont augmenté. En fin de compte, la spéculation des entreprises est la principale raison de l'écart croissant entre la part des agriculteurs et le prix affiché en magasin.

Dans la Section 1, nous soulignons que la baisse de la part des agriculteurs dans les prix des denrées alimentaires contribue à une crise de la succession (relève) et de la propriété des fermes qui met en péril la sécurité alimentaire du pays. Nous proposons également un examen de la littérature sur les études qui ont quantifié et contextualisé la part décroissante des fermiers dans les prix des produits alimentaires au Canada. Ces études ont, à des degrés divers, comparé le « prix à la production » – c'est-à-dire le prix que les agriculteurs reçoivent pour leurs produits agricoles de la part d'acheteurs individuels et d'entreprises ainsi que sur les marchés – et le prix que les consommateurs paient lorsqu'ils achètent leurs produits alimentaires dans les points de vente. La comparaison de ces deux prix nous amène à la « part des agriculteurs » dans les prix de détail des produits alimentaires.

La Section 2 présente les données sur les prix de 14 produits à la production et de leurs équivalents au détail pour les vingt à cinquante dernières années. Ces données montrent que la part des agriculteurs dans le prix des denrées alimentaires a globalement diminué. Les prix de détail pour les consommateurs ont augmenté, tandis que les prix obtenus par les fermiers pour leurs produits n'ont que peu augmenté au cours de la même période. Ces données confirment ce que nous soupçonnions déjà : la concentration des grandes entreprises dans le système alimentaire canadien a des conséquences négatives tant pour les agriculteurs que pour les consommateurs.

La seule exception notable concerne les produits pour lesquels des politiques de gestion de l'offre garantissent une tarification basée sur le coût de production, comme le lait, le poulet, la dinde et les œufs. Depuis 2008, la gestion de l'offre a permis aux fermiers de percevoir une part plus importante du prix de détail des produits alimentaires que pour les produits non soumis à cette gestion. Les produits soumis à la gestion de l'offre ont généré un rendement moyen de 38 % pour les agriculteurs depuis 2008, tandis que les produits non soumis à cette gestion n'ont généré qu'un rendement moyen de 14 %.

Nous concluons en réaffirmant que le pouvoir des grandes entreprises dans le système alimentaire canadien est l'ennemi commun des agriculteurs et des consommateurs. Nous soutenons que des politiques et des institutions structurelles solides, telles que la gestion de l'offre et les institutions de commercialisation collective, se sont avérées efficaces pour lutter contre le pouvoir des grandes entreprises et apporter des avantages aux agriculteurs et aux consommateurs. Les fermiers et les consommateurs canadiens devraient donc s'organiser autour de changements de politiques structurelles

visant à créer un système alimentaire durable pour les Canadiens. Enfin, nous proposons un certain nombre de solutions politiques, notamment un revenu annuel garanti pour les agriculteurs et une option de magasins d'alimentation publics, qui offrent des possibilités d'organisation prometteuses pour les agriculteurs et les consommateurs.

Ce bref extrait en français est tiré d'un rapport plus long en anglais disponible sur le site web de l'UNF : www.nfu.ca/fr/ Vous trouverez ci-dessous la table des matières de l'édition anglaise.

Table of Contents

Table of Contents.....	3
List of figures.....	4
Executive Summary.....	5
Introduction	6
Section 1: The Farm Crisis and the History of the Farmers' Declining Share	7
Section 2: The Farmers' Share of Grocery Prices	15
Non-Supply Managed Products	16
Beef	16
Pork	17
Reflections on the Beef and Pork Industries after "Free Trade"	18
Potatoes and French Fries	20
Canola, Margarine, and Cooking Oil.....	20
Corn and Cornflakes.....	22
Wheat and Bread	23
Horticultural Products	23
Apples.....	24
Tomatoes.....	24
Supply Managed Products	25
Dairy (Milk, Butter, and Cheese)	26
Chicken and Turkey.....	28
Eggs	30
Supply Management: Market Power for Farmers, Good Food for Consumers	31
Free Trade: The Global Economy and its Farm-level Impacts.....	31
Comparing the Shares: Supply Management vs. the Market	35
Section 3: Conclusions and Recommendations	37
Works Cited.....	39